

Les musulmans en France



par Sellam Sadek *

La France avait une relation multiséculaire avec l'Islâm quand elle est passée à un type de rapports la mettant directement en contact avec des musulmans, sans passer par des Etats. L'arrivée des Morisques en France après leur expulsion d'Espagne à la fin du 16^e et au début du 17^e siècle a été un grand moment dans ce passage à des relations avec des individus ou des groupes. On estime à plusieurs dizaines de milliers le nombre de ces musulmans espagnols autorisés à s'installer en France par Henri IV. Ils sont restés reconnaissables pendant longtemps avant leur immersion définitive dans la société française. Certains d'entre eux se sont convertis au protestantisme. D'autres ont pu convertir des protestants à l'Islâm.

Plus tard, les contacts directs avec les musulmans lors des conquêtes coloniales ont conduit à adhérer à l'Islâm des personnages parfois célèbres : le général Abdallah-Jacques Menou le numéro 3 de l'armée de Bonaparte en Egypte est devenu musulman en 1801 et a épousé une musulmane qui vécut à Paris vêtue d'un voile noir. Leur fils Ali est sans doute le premier musulman enterré au cimetière du Père-Lachaise ; c'est en Egypte également que le saint simonien Ismaïl Urbain s'est converti à l'Islâm en 1835 avant de devenir le conseiller assez écouté de Napoléon III sur l'Algérie. Il épousa une musulmane de Constantine qui ne supporta pas la vie à Paris.

La conquête de l'Algérie a conduit de nombreux musulmans à séjourner longuement en France. Le cas le plus célèbre et le plus significatif a été celui de l'Emir Abd-el-Kader. A Toulon, à Pau, puis à Amboise, l'Emir était accompagné de sa famille élargie qui comptait plus de 70 personnes. Ce groupe s'était organisé pour la prière collective, l'observance du jeûne, la célébration des fêtes, l'abattage rituel et l'enterrement des morts. Les adultes ont même pu voter en 1852.

A la même période, des musulmans étaient enterrés à Marseille avec l'autorisation de la mairie. Après la fin de l'insurrection de 1871 en Kabylie, d'anciens lieutenants d'El-Moqrani furent internés à Calvi où tout un cimetière était affecté à l'enterrement de leurs morts. La Commune de Paris venait d'être réprimée par le colonel de Lisbonne dont l'officier d'ordonnance était un tirailleur algérien musulman qui semble s'être établi à Paris.

Au début de la III^e République d'assez nombreux musulmans, notamment parmi les Orientaux, s'installaient individuellement en France. Parmi les plus connus, il y avait le romancier maronite islamisé Farès Chidiac et le journaliste égyptien Aboû Naddara qui lança un journal satirique en arabe à Paris. C'est lui qui a aidé Cheikh Abdou à apprendre le français quand le réformateur égyptien assistait Djamal Eddine Al-Afghani dans la publication du journal « Al-Orwa al-Wouthqa » (le lien indissoluble) dans les années 1880 à Paris. A partir de 1895, il y avait une véritable communauté musulmane à Paris, dont le nombre était estimé à plusieurs milliers. On a avancé le chiffre de 10.000 musulmans pour toute la France.

1895 est une date importante parce que les musulmans et leurs amis parmi les Français exposèrent durant cette année les trois principales revendications qui, lorsqu'elles furent reconnues, ont donné le sentiment aux fidèles d'une religion que celle-ci était acceptée : le cimetière, le lieu de prière et l'établissement d'un enseignement religieux. En 1895, il y eut tout un débat autour du carré musulman du Père-Lachaise qui a été finalement accordé pour permettre l'inhumation d'une personnalité ottomane, installée à Paris depuis longtemps. La même année s'était créé un Comité pour la construction d'une mosquée et l'ouverture d'un Institut pour enseigner l'Islâm. Les positivistes se mobilisèrent pour soutenir ces projets. Ils organisèrent des souscriptions dans leurs revues et journaux. Voyant les obstacles qui empêchaient la réalisation de ces projets assez ambitieux, les comtistes islamophiles voulurent donner l'exemple en assurant un enseignement de qualité sur l'Islâm au Collège libre des sciences

sociales qui a été ouvert la même année par un des exécuteurs testamentaires d'Auguste Comte, le Dr Delbet, lui-même bon connaisseur de l'islâm. Parmi les intervenants réguliers sur l'islâm dans cet établissement, il y avait Ahmed Riza, ingénieur agronome, formé à Paris, devenu un des animateurs du mouvement « Union et progrès », après son retour définitif en France en 1889. Il avait rejoint le nombre des exilés qui s'installèrent à Paris après l'éviction en 1876 du dernier grand-vizir des « Tanzimât », Midhat Pacha, reçu chaleureusement par les positivistes parisiens en 1877. A. Riza faisait partie des disciples de Pierre Laffitte, le successeur de Comte - et avait une solide connaissance de l'histoire de l'islâm et de la situation en Orient. Sa sœur vivait également à Paris où les positivistes l'aidèrent à trouver du travail afin d'être un exemple de musulmane émancipée.

Un disciple d'Auguste Comte converti à l'Islâm, Christian Cherfils, était en contact avec de « Jeunes Algériens », comme O. Boudierba (avocat), Benali Fekkar (spécialiste du droit musulman enseignant l'arabe à la Chambre de Commerce de Lyon), Belkacem Benthami, assistant parlementaire du député musulman de Pontarlier, le Dr Philippe Grenier. Ce musulman comtois était arrivé à Paris après son succès à l'élection partielle de 1896 dans le Doubs. Il défendit un grand nombre de projets de « politique musulmane », dont celui d'une Médersa (Institut d'Etudes Supérieures franco-musulmanes) à Paris.

Ch. Cherfils est resté l'infatigable défenseur de ces projets et permit à ce courant moderniste musulman de continuer à s'exprimer au sein de « la Fraternité musulmane », association créée en 1908 sur la base du principe coranique du « Amr bil-ma'roûf » (Commanderie du bien) par un groupe d'intellectuels dont les plus en vue étaient le juriste égyptien Mahmoud Salem et le jeune Turc Khalil Khaled, auteur d'ouvrages sur l'Islâm, qui vécut également en Grande Bretagne.

Ce courant a bénéficié du soutien d'islamophiles actifs comme G. Dujarric qui lança en 1895 une revue et une maison d'édition sur l'Islâm et ouvrit une librairie orientaliste au quartier

latin. C'est dans sa revue que Qassim Amîne publia en français ses écrits sur la condition de la femme musulmane, avant d'éditer en arabe son livre célèbre « Tahrir al-mar'a » (Emancipation de la femme). La même revue publia le livre sur la « tolérance religieuse de l'Islâm » d'Ibn al-Khodja (d'Alger) qui voulait également lancer un mouvement féministe musulman. G. Dujarric a recommandé la réunion d'un « Concile musulman » à Paris et voulait que la France assurât son rôle de puissance musulmane.

Il y avait aussi Paul Bourdarie, qui enseignait au Collège libre des sciences sociales et défendit avec ténacité le projet de Mosquée à Paris, à côté de laquelle il voulait que soit ouvert un « Institut d'Etudes Supérieures franco-arabes » pour enseigner les « humanités latino-franco-arabes » et diffuser des connaissances sur le monde musulman. Mais l'inauguration de la Mosquée de Paris en 1926 coïncida avec l'éclipse de ce courant qui, pendant plus d'un quart de siècle, voulait concilier l'Islâm avec l'idéologie du progrès et justifier canoniquement l'accès à la modernité. Si Kaddour Benghabrit, directeur de la Mosquée de Paris, a préféré mettre sa virtuosité au service de la diplomatie parallèle, plutôt que de se consacrer à la rénovation de la pensée musulmane.

« La politique musulmane » à l'échelle de l'hexagone reposait alors sur un Islâm officiel, basé à la Mosquée et assez peu regardant sur la séparation du politique et du religieux. « La Brigade spéciale de police nord-africaine » avait été créée en 1924 à la rue Lecomte (puis dans 5 villes de province) où les pouvoirs judiciaire et policier étaient confondus. Cette administration spéciale inspirée du système de « l'indigénat », alors en vigueur en Algérie, a été supprimée par le Général de Gaulle en 1945.

« La Commune mixte » de la rue Lecomte -comme l'appelaient les musulmans- a vu le jour après que le nombre des travailleurs algériens eût atteint le chiffre fatidique des 100.000 et juste après la visite de l'Emir Khaled à Paris en juin 1924, où il lança un mouvement d'Islâm politique de type réformiste. Les disciples de Khaled (Hadj-Ali, Ben Lekhal, Bensemman, Ali El-Hammami,...) s'opposèrent au courant assimilationniste qu'animait

A. Bahloul, agrégé algérien de physique qui enseignait au collège Saint-Barbe à Paris. Certains parmi les partisans de Khaled ont développé un Islâm ouvrier qui s'est rapproché des islamonationalistes comme l'Emir Chekib Arslân (défendant la cause arabe à Genève auprès de la Société des Nations depuis la fin de la guerre mondiale), après avoir été proches du parti communiste, en raison notamment de la protestation menée par ce parti contre la guerre du Rif.

A la même période, s'installaient à Paris des musulmans de l'ancien empire du Tsar qui fuyaient le bolchevisme. Le plus célèbre était Haïdar Bammâte, l'ancien président de la République du Caucase du Nord, établi à Paris en 1921, en même temps que Tobchybachy, ancien général azéri qui avait quitté l'Armée Rouge, non sans avoir remis à Istanbul un des Corans d'Othman, pris au musée de Moscou. Les deux exilés participaient à l'organisation des cours d'arabe et du Coran parmi les réfugiés musulmans du Caucase, organisés en association à Paris. A la même période, le dernier calife ottoman Abdulmadjid s'installait avec sa nombreuse famille à Nice.

Alors que ces personnages écrivaient directement en français dans les journaux de l'époque (comme c'était le cas de Bammâte dont la bonne connaissance des questions internationales était appréciée), ou suscitaient la curiosité bienveillante des journalistes (c'était notamment le cas pour le sultan Abdulmadjid et certains membres de son entourage qui défrayaient la chronique mondaine). Les ouvriers immigrés musulmans faisaient l'objet de campagnes de presse hostiles. Beaucoup parmi ces travailleurs étaient attachés à un Islâm populaire à orientation mystique. Toutes les grandes confréries maghrébines étaient représentées dans l'immigration : Qâdiria, Tidjânia, Rahmânya, Alaouia, Ammâria ... Des séances de « dhikr » étaient organisées régulièrement dans les arrière-salles des cafés de Paris ou dans des cabanes en bois, tenant lieu de mosquées dans les banlieues ouvrières. Le souci de se conformer aux règles de l'Islâm a amené la création dès 1922 d'une association qui réclamait l'organisation de l'abattage rituel et

protestait contre les campagnes anti-islamiques menées par certains journaux.

Dans les années 30 apparut un courant réformiste religieux, fondé sur un piétisme actif et se fixant des objectifs sociaux et éducatifs. Dirigé par le Cheikh Fodil Ouarthilâni, ancien élève du chef des Oulamâ algériens, Abdelhamid Ben Bâdîs, ce mouvement parvint en peu de temps à ouvrir près d'une trentaine de « nâdis », cercles culturels comportant une salle de prière et où étaient dispensées des cours d'arabe et de français. Ouarthilâni y diffusait les thèmes du mouvement islahiste algérien, notamment ceux du Cheikh El-Oqbi qui admettait la naturalisation des enfants nés en France, sans référence au statut personnel. Avant de quitter la France pour l'Orient en 1939, Ouarthilani s'était rapproché de Radjef, un lieutenant de Messali, pour exiger le départ de Benghabrit de la Mosquée de Paris. Il y eut également l'expérience du « Cercle culturel du Congrès Musulman Algérien » de Marseille qui a été animé en 1937-38 par Malek Bennabi, ingénieur en électricité, Algérien qui poursuivait sur le terrain la réflexion sur l'Islâm, commencée au début des années 30 à Paris, au sein de l'Association des Etudiants Musulmans Nord-Africains en France qu'il avait animée avec Hamouda Bensaiï, intellectuel algérien qui étudiait l'Islâm sous la direction du grand arabisant, Louis Massignon (H. Bensaiï est mort presque centenaire en mai 1998 à Batna en Algérie).

Durant la deuxième guerre mondiale, la bravoure des soldats musulmans leur a valu l'ouverture d'une belle Mosquée dans le camp de Fréjus, comme la Mosquée de Paris avait été ouverte en hommage aux 80.000 musulmans morts pour la France durant la première guerre mondiale. Mais la Mosquée de Fréjus a été fermée à la fin de la guerre et la communauté musulmane du Var tente jusqu'à nos jours d'obtenir le réouverture de ce lieu de culte, mais sans succès.

Les « nâdis » ouverts par Ouarthilâni ont été relancés après la guerre, grâce à une subvention attribuée par le ministre égyptien de l'éducation par le biais de T. Châoui, délégué en 1945 à Paris par

Hassan Al-Banna pour venir en aide aux nationalistes maghrébins. Châoui entretenait des relations avec des syndicalistes algériens de la CGT, avec lesquels il essaya d'expliquer la cause palestinienne en 1948. Certains parmi ces syndicalistes ouvrirent des salles de prière, notamment aux usines Peugeot de Sochaux, au cours de la même année. Châoui relança l'association des « Amis de la Palestine arabe », créée dans les années 30 par Nadjin Sadaqa, un proche de Amine Husseini à qui l'émissaire du guide des Frères Musulmans rendait visite à Bougival en 1945-1946. Châoui rendit visite également à Moncef, l'ancien Bey de Tunisie interné à Pau. L'ancien souverain chérifien Mouley Hafid vivait également en France et faisait ses dévotions à la Mosquée de Paris. Pour leur part, les Oulamâ algériens ont envoyé le cheikh El-Yalaoui, puis le cheikh Saïd Bibâni pour remplacer El-Ourthilâni.

Les deux cheikhs ont été soutenus par l'association « Communauté musulmane de France », créée au début des années 50 par le Cheikh Mahmoud Ghâfoûr, musulman malgache originaire de l'Inde, qui disposait de biens personnels pour financer ses activités. L'association s'était fixée comme objectifs d'ouvrir des lieux de culte, des écoles et des carrés musulmans partout où il y avait une concentration de musulmans. Dans leurs réunions communes, M. Ghâfoûr et S. Bibâni déploraient la paralysie de la Mosquée de Paris. Les élus musulmans protestaient contre le financement accordé à l'Institut fictif de la Mosquée, au moment où la presse nationaliste parlait du « personnel politico-policier » entourant Benghabrit.

Pour remédier au problème de la Mosquée, L.Massignon proposait d'y « former des canonistes », après l'avoir rattachée à un Conseil Supérieur Islamique dont la création était projetée à Alger, conformément aux engagements pris par le ministre de l'intérieur du gouvernement Ramadier, Edouard Depreux, au moment du vote du statut organique de l'Algérie(1947). Mais après les retards dans l'application de l'article 56 de ce statut, les chefs des Oulamâ , Al-Ibrâhimi et Tébessi, sont venus à Paris en octobre-novembre 1950 pour soumettre la question en haut lieu et aider leurs délégués à encadrer les fidèles. Une foule évaluée à 2000 personnes était

venue les écouter dans le 19^e arrondissement, la traduction en kabyle a été assurée par M. Ahmed Boumendjel (dirigeant de l'UDMA, parti de Ferhat Abbas qui s'était rapproché de l'Association des Oulamâ) qui siégeait au Conseil de l'Union française.

Beaucoup moins politisé était le Centre culturel islamique(CCI) créé au début des années 50 à Paris par Hamidullah, Professeur de l'Université Osmania de Hyderabad, revenu en 1948 en France (où il avait étudié l'Islâm dans les années 30), après la partition de l'Inde. Un groupe d'intellectuels musulmans (Bammate, Mme de Vitray, Ali Mazahéri, M. Bennabi s'y retrouvaient au moment des fêtes et organisaient régulièrement des conférences. D'intéressantes brochures sur l'Islâm étaient éditées par le CCI. Les sections des étudiants de l'AEMNAF en province redevenaient actives, comme celle de Montpellier qui publiait en 1948 des « causeries sur l'Islâm » préfacées par Malek Bennabi.

Il y avait toutes ces activités religieuses, culturelles et sociales autour de l'Islâm, quand l'aggravation du débat conflictuel sur l'Islâm et la citoyenneté française conduisit aux crises de la décolonisation qui nécessita l'alliance entre la foi religieuse et le nationalisme anti-colonial. L'Islâm joua le rôle que l'on sait au sein de l'immigration pendant la guerre d'Algérie : montée en flèche du taux d'observance à partir du ramadân de 1955 à la suite des consignes du FLN ; les cafetiers du MNA avaient pour signe distinctif la prohibition des boissons alcoolisées ; serment sur le Coran ; cadis et mouchids du FLN recrutés parmi les taleb ouvriers... L'arrivée des rapatriés musulmans en France après le cessez-le-feu donna lieu à l'ouverture de lieux de culte de fortune dans les hameaux de forestage et les cités de transit. Après avoir découvert les limites de la fraternité d'armes prêchée dans les djebels beaucoup de harkis sont revenus à la prière et prirent le chemin de la Mecque où il leur était possible de rencontrer les membres de leurs familles qu'ils ne pouvaient aller voir en Algérie.

L'ouverture des lieux de culte se faisait également dans la discrétion à partir de la fin des années 60 par les immigrés qui se souciaient déjà de la transmission de la foi à leurs enfants qui naissaient ou grandissaient en France. Quand on a découvert au début des années 70 que l'Islâm est devenu la deuxième religion de France, Hamidullah estimait à près d'une centaine le nombre de lieux de culte pour l'ouverture desquels il était souvent consulté. Cet érudit chafiiite de Paris était connu par les conférences qu'il faisait un peu partout, notamment à l'AEIF qui disposait de plusieurs sections dans les principales villes universitaires. L'AEIF faisait également appel à des conférenciers de haut niveau comme le Syrien Osmân Yahia, profond connaisseur de l'œuvre complexe du mystique Ibn Arabi, ou Nadjmouddine Bammate, fils de l'ancien chef du gouvernement du Caucase du Nord qui était né à Paris et après des études à Lausanne, à Paris, à Cambridge et à El-Azhar, a fait partie des tout premiers fondateurs de l'UNESCO. J. Berque disait de lui qu'il « *alliait à la plus noble allure une grande ouverture sur le vaste monde* » (il connaissait plusieurs langues).

L'Association des étudiants islamiques(AEIF) a été créée par un groupe d'étudiants orientaux assez réfractaires à la politisation de la religion que préconisaient les Frères Musulmans. Ses fondateurs, proches des groupes piétistes comme 'Ibâd Al-Rahmân (les Serviteurs du Miséricordieux) ou les Maqaçid du Liban, étaient en désaccord avec Hassan Tourabi, étudiant en droit qui deviendra chef islamiste soudanais, auquel ils firent néanmoins appel pour compléter le Bureau de l'Association en 1963, faute d'autre candidat. Hamidullah, le plus assidu des conférenciers de l'AEIF, écrivait régulièrement dans *France-Islâm*, revue de qualité lancée en 1967 par Mokhtar Hadjry, ancien disciple du cheikh tunisien Abdelaziz Thaâlibi qui vivait en France depuis 1946. M.Hadjry menait une importante action sociale et a été le premier à organiser les départs collectifs au pèlerinage.

Les lecteurs arabophones pouvaient trouver des ouvrages arabes en France, grâce à Mohammed Ayoûbi Khodja, franco-syrien qui, après avoir quitté l'administration française à Damas en

avait ouvert une imprimerie et une maison d'édition à Tunis avant de s'établir à Paris en 1961. Il était proche de Nouredine Benmahmoud, ancien directeur de Radio-Tunis qui édita de nombreux ouvrages sur l'Islâm et ouvrit la toute première librairie islamique dans le quartier de Belleville, après avoir travaillé pendant quelque temps avec Hamza Boubakeur à la Mosquée de Paris. Ayoûbi Khodja avait pu obtenir des religieux maghrébins et orientaux d'intéressantes fetwâs autorisant canoniquement l'acquisition de la nationalité française par un musulman. Des fetwâs du même genre étaient données, mais oralement, par les cheikhs Abdelhalim Mahmoud (alors recteur d'El-Azhar) et Mohammed Sobhi (président du Conseil supérieur islamique libyen) qui allaient se mêler aux ouvriers revenus à la prière dans les petites mosquées comme celle de Belleville. Celle-ci a été ouverte en 1970, après l'achat d'un immeuble par un immigré algérien, rentré définitivement en Algérie, sans jamais avoir rencontré aucun émissaire des émirs qui commençaient à s'intéresser à « l'Islâm transplanté ». Des donateurs aussi généreux, il y en eut régulièrement. La Mosquée Ali dans le 10^e arrondissement a été payée grâce aux économies d'un autre retraité algérien, rentré lui aussi définitivement en Algérie. Plus récemment, le « Centre Culturel Franco-Musulman » de Montreuil a été ouvert (contre l'avis du maire qui a été débouté par le tribunal), quand un ancien armateur algérien a décidé de mettre la presque totalité de son avoir au service des familles musulmanes de condition modeste, en ouvrant une salle de prière et en organisant des cours d'arabe.

L'argent des pays du Golfe a servi à l'ouverture de salles de prière dans les 300 à 400 foyers Sonacotra auxquels le bureau de La ligue islamique à Paris s'était intéressé à partir de 1977. Ce furent surtout les grandes Mosquées qui sollicitèrent les instances, agissant dans le cadre du « néo-ottomanisme » séoudien, avec sa branche wahabite et l'aile des Frères Musulmans dont les animateurs ont eu leur mot à dire dans la gestion des différentes caisses orientales, destinées à venir en aide aux minorités musulmanes en Europe. Mais le nombre de Mosquées ouvertes, grâce à la générosité des fidèles, avoisinait le millier au début des années 80, quand cet important flux financier commença à stimuler

l'Islâm qui a contribué encore à multiplier les procès provoqués par les querelles pour le contrôle des grands centres islamiques, surtout depuis la raréfaction, après la guerre du Golfe, des aides en provenance des pétromonarchies.

Toutes ces étapes ont conduit à l'installation définitive de la plus nombreuse communauté musulmane d'Europe, dont le nombre est estimé à 4,5 millions, peut-être à 5. C'est aussi la communauté la plus diversifiée : tous les madhâhib (écoles juridico-religieuses) y sont représentés, avec une majorité de malikites (du Maghreb et d'Afrique Noire) ; arrivent ensuite les Chafiiites de l'Océan Indien et de certains pays du Proche-Orient ; il y a aussi les Hanafites de Turquie et de Bosnie ; il y a très peu de Hanbalites. Voilà pour le sunnisme. Il y aurait à mentionner la communauté Ibadite, du Mzâb et de Djerba, intéressante à étudier, en raison notamment de l'originalité de la structure des « Azzâbâ » qui a en charge toutes les affaires du culte. Il y a aussi les Chiïtes imâmrites d'Iran, du Sud-Liban et parmi les commerçants libanais venus d'Afrique Noire ; il y a même une petite communauté ismaélienne dont les membres les plus actifs animent la Société d'Etudes Ismaéliennes. Les réfugiés vietnamiens et cambodgiens comptent un nombre non négligeable de musulmans, très discrets. Pour ces vagues successives de musulmans, on parle « d'Islâm en France ».

On est fondé à parler d' « Islâm de France », si l'on tient compte des Français devenus musulmans par conversion. L'estimation de leur nombre demeure malaisée. On a avancé les chiffres de 60.000 et de 100.000. l'Eglise catholique a même parlé de 300.000. Il y a surtout les jeunes nés dans les familles musulmanes dont une partie importante a une pratique religieuse perceptible facilement. Là aussi l'estimation du taux de pratique s'avère difficile. On dispose seulement d'indices renseignant sur la ferveur de ces jeunes et sur la demande massive d'enseignement élaboré de l'Islâm : 6000 jeunes de 18-19 ans priant collectivement dans la même salle du parc des expositions du Bourget ; grande affluence de pratiquants saisonniers dans les Mosquées durant le Ramadhân ; certaines agences de voyage estiment à 30% la proportion des pèlerins de moins de 30 ans ...

Voilà, à grands traits, ce que l'on peut dire de l'installation des musulmans en France, envisagée sur la longue durée. Les moments significatifs de cette histoire permettent de rappeler l'ancienneté de la présence des musulmans en France. Ils renseignent sur la permanence du fait religieux musulman en France depuis un siècle, ainsi que sur la présence des principaux courants de l'Islâm contemporain (mysticisme, piétisme, réformisme, modernisme, diverses tendances de l'islâm politique,...). Ils donnent une idée des débats suscités au sein de l'Islâm lui-même par le souci de justifier canoniquement la vie du musulman loin des foyers traditionnels de l'Islâm, dans un cadre légal autre que ceux qui sont inspirés par la Charia.

L'évocation de cette longue histoire peut être utile, si elle permet d'envisager les possibilités d'enrichissement de la diversité musulmane par l'avènement d'un Islâm qui serait mieux au fait des problèmes d'une société moderne, tout en restant attaché au capital spirituel de cette religion. A cet égard, on a parlé « *d' Islâm gallican* » dont l'avènement suppose à la fois le libre exercice de l'Ijtihâd par les musulmans qualifiés et une sorte de « néo-gallicanisme » politique, sans lequel les complications dues à la querelle des « *zaïm* », à l'influence exercée par des pays comme l'Arabie Séoudite, l'Algérie et le Maroc, au rôle des organisations islamiques plus soucieuses d'assurer une plus large diffusion à leurs idées politico-religieuses que d'aider les jeunes musulmans à dépasser leurs tiraillements, continueront d'éloigner des débats sur l'Islâm toute une élite de musulmans qualifiés. Ces derniers sont mieux à même que les instances musulmanes paralysées par les luttes de clans de fournir des vis-à-vis afin d'aider la République française à mettre au point définitivement ses relations avec ses musulmans, en commençant par aligner le statut de l'Islâm sur celui des autres cultes.

* Professeur et écrivain, auteur de plusieurs ouvrages sur l'Islâm en France.